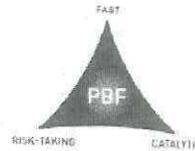


IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL  
FORMULAIRE 2.3



**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)**  
**Mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)**  
**Révision du budget ou de la durée de projet sans impact sur le coût global<sup>1</sup>**

<b>Titre du projet :</b> Projet de Restauration d'urgence des capacités fonctionnelles de la Police et de la Gendarmerie	<b>Entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU (RUNO)</b> Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
<b>Personne à contacter concernant le projet :</b> Adresse : Aboubacar Koulibaly Téléphone : 00 236 75 50 17 47/ 72 05 56 E-mail : <a href="mailto:aboubacar.koulibaly@undp.org">aboubacar.koulibaly@undp.org</a>	<b>Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (gouvernement, organisation de la société civile, etc.) :</b> Ministère de la Sécurité Publique et de l'Emigration/Immigration, UNPOL, MINUSCA
<b>Numéro de projet du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (MPTF) :</b> 00085880 <i>Utiliser le numéro de projet actuel du MPTF</i>	<b>Site du projet :</b> Avenue de l'Indépendance, BP 872 UNDP Bangui CAR
<b>Description du projet :</b> Le projet vise à assurer une assistance d'urgence au Gouvernement Centrafricain pour la restauration institutionnelle des services de maintien de l'ordre et de protection des citoyens par la réhabilitation sécurisée et l'équipement à des normes minimales de fonctionnalité des huit (08) commissariats de Police et des trois (03) brigades de Gendarmerie à Bangui.	<b>Coût total du projet :</b> 2.496.718 USD <b>Fonds pour la consolidation de la paix :</b> 2.496.718 USD <b>Contribution du gouvernement :</b> 0 USD <b>Autre :</b>
	<b>Date de démarrage du projet :</b> 01 novembre 2013 <b>Date initiale d'achèvement du projet :</b> 30 juin 2015. <b>Nouvelle date d'achèvement (le cas échéant) :</b> 30 Juin 2016
<b>« Score » d'égalité entre les sexes (« Gender Marker »)<sup>2</sup> : 2</b> <i>Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.</i> <i>Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.</i> <i>Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.</i> <i>Note 0 pour les projets qui ne visent pas contribuer à l'égalité entre les sexes.</i>	
<b>Résultats du projet :</b> <b>Résultat 1.</b> 100% des Commissariats de Police et des Brigades de gendarmerie Réhabilités et sécurisés à	

<sup>1</sup> Veuillez utiliser ce formulaire UNIQUEMENT pour effectuer une demande i) de prorogation de la mise en œuvre d'un projet sans implication de coût ni modification importante du domaine de résultat visé ou ii) de réallocation budgétaire pour un même projet de budget ayant un impact d'au moins 15 % sur une ou plusieurs catégories de dépense mais sans impact significatif sur le résultat visé.

<sup>2</sup> PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1888, 1889, 1960 et 2122 et tel que mandaté par le Secrétaire général dans ses Sept engagements du Plan d'action pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix.

Bangui (8 commissariats de police et 3 brigades de Gendarmerie) ;  
**Résultat 2.** Tous les commissariats de police et Brigades de gendarmerie sont équipés à des normes de fonctionnalité minimale en :

- Mobilier de bureau (tables, chaises, armoires et accessoires);
- Matériel informatique (44 ordinateurs, et 22 photocopieurs/scanners)
- Équipements de mobilités (11 véhicules pick up).

**Domaine de résultat du Fonds<sup>3</sup>** résumant au mieux l'objectif du projet : Rétablissement des services de protection civile (Priorité 4).

<i>(Pour les projets financés par l'IRF)*</i>	
<p>Entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU (RUNO)</p> <p>Nom du Représentant Résident a.i  <i>Aboubacar Koulibaly</i>            Signature</p> <p>Nom de l'Agence : <i>Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)</i></p> <p>Date et cachet</p>	<p>Représentant des autorités nationales</p> <p>Nom du Représentant du gouvernement partenaire : <i>Félix MOLOUA,</i>            Signature :</p> <p>Titre : <i>Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale</i></p> <p>Date et cachet</p>
<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p>Nom du Représentant            Signature            Bureau d'appui à la consolidation de la paix, New York            Date et cachet <i>05/07/2016</i></p>	<p>Coordonnateur Résident a.i (CR)</p> <p>Nom du Représentant            Signature            Bureau du CR            Date et cachet</p>

<sup>3</sup> Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien à la mise en application des traités de paix et au dialogue politique (Priorité 1) :  
 (1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;
2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :  
 (2.1) Reconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;
3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :  
 (3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.
- 4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4),  
 (4.1) Renforcement de la capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat du Fonds).

**IRF - RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL  
FORMULAIRE 2.3**

## Table des matières

I. Raison de la révision et justification.....	3
1.1. Nature de la révision : .....	4
1.2. Raisons et justification de la modification .....	4
II. Impact sur le budget .....	
Erreur ! Signet non défini. ....	

### I. Raison de la révision et justification

#### 1.1. Nature de la révision

La révision sollicitée s'inscrit dans le cadre de la poursuite des activités du projet de réhabilitation d'urgence des capacités fonctionnelles de la police et de la gendarmerie qui n'ont pu être réalisés durant la période requise et se focalisera sur :

- Le démarrage des travaux de réhabilitation du commissariat du 7<sup>ème</sup> arrondissement ;
- La mise en œuvre des travaux résiduels au niveau des commissariats de police des 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3 ; 4<sup>ème</sup> ; 6<sup>ème</sup> ; 8<sup>ème</sup> et la brigade de gendarmerie du PK9 ;
- La réhabilitation de la brigade de Gendarmerie de Mpoko Bac sur la base des évaluations faites par la MINUSCA et des visites de sites réalisées dans le temps par l'équipe technique du PNUD ;
- La formation en informatique des usagers de la police et de la gendarmerie.

#### 1.2 Raisons et justification de la modification

Suite à la réunion du comité technique du projet en date du 22 septembre 2015 (cf compte rendu), cette demande a été initiée pour solliciter du PBF la prolongation du projet sans coût supplémentaire afin de modifier la fin des opérations du projet initialement fixée au 30 juin 2015 pour une nouvelle date, fixée au 30 Juin 2016. Cette demande de prorogation de la durée du projet est faite dans le but de i) de réaliser les travaux de réhabilitation du commissariat du 7ème arrondissement qui n'ont pu être effectués dans les délais du faite de l'occupation des lieux par les contingents Rwandais de la police MINUSCA, qui assurent la sécurité de la présidente de Transition qui habite dans la zone. Après plusieurs semaines de négociation, les responsables de la police de la MINUSCA ont décidé de mettre à leur disposition des containers. Les locaux étant libérés, les travaux pourront démarrer incessamment ; ii) la poursuite de certains travaux résiduels au niveau des commissariats et brigades de gendarmerie pour les mettre dans les normes internationales requises en matière de détention et qui ont été interrompus suite aux événements d'octobre et de novembre 2015 ; iii) l'organisation de sessions de formation en informatique des agents de police et de gendarmerie dans le souci d'assurer une meilleure utilisation de l'outil pour la rédaction des Procès Verbaux, de la tenue des fiches d'incidents et des rapports d'enquête et d'investigation ; iv) enfin la réhabilitation du poste de brigade de gendarmerie de MPoko Bac pour répondre à un besoin pressant des populations en matière de protection civile. La prolongation sans coût supplémentaire est demandée sans aucune nécessité de révision budgétaire. La fin de la

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL  
FORMULAIRE 2.3

transition qui se pointe avec l'organisation des élections favorisera la mise en place de nouvelles autorités qui auront besoin des Forces de Sécurité Intérieur pour assurer la protection des biens et des populations et une certaine stabilité du pays afin de démarrer un processus de reconstruction et de restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire. Cette stabilité permettra la réalisation des travaux prévus dans les délais requis.

## II. Impact sur le budget

Cette demande de prolongation n'entraînera aucun coût supplémentaire sur le budget initial. Les activités programmées seront réalisées sur le reliquat de fonds qui s'élève à 245.228 \$.

### Révision du budget

Tableau 1: Activité budgétaire du projet

Résultat/numéro du produit	Nom du produit	RUNO(s)	Produit du budget	Commentaires (c.à.d. sur la justification concernant les types d'apports fournis ou le budget)
<b>Résultat 1 : Réhabilitation à un niveau minimum de sécurisation et équipement à un minimum de fonctionnalité 100% des commissariats de police et de brigades de gendarmerie, permettant la reprise des fonctions régaliennes de maintien de l'ordre et de protection des civiles à Bangui</b>				
<b>Produit 1.1</b>	<b>Appui Police et Gendarmerie :</b>			
Huit (8)				
Commissariats de Police et trois (3) brigades de Gendarmerie réhabilités et sécurisés en conformité des normes internationales de respect des Droits de l'Homme et des normes nationales de maintien de l'ordre	Travaux de réhabilitation du commissariat de Police du 7 <sup>e</sup> arrondissement	UNDP	70 000\$	Retard accumulé sur le démarrage des travaux liés au fait que le site est occupé par les contingents RWANDAIS de la MINUSCA
	Travaux résiduels dans les sites déjà réhabilités (toilettes dans les cellules etc...) ;	UNDP	42 000\$	Certains bâtiments réhabilités ne répondent pas aux normes standards requises en matière de détention
	Travaux de réhabilitation du poste de gendarmerie du MPoko Bac	UNDP	109 000 \$	Besoin pressant de protection exprimé par les populations de M'poko et des environs
	Formation de 75 policiers et gendarmes en informatique	UNDP	11 000 \$	Formation des agents à l'utilisation du matériel informatique mis à la disposition des commissariats de police et de brigades de gendarmerie
	Gestion de Projet	UNDP	17 228 \$	Carburant du véhicule pour le suivi, Réunion/inauguration et

				GMS
<b>Résultat 2 : Tous les commissariats et brigades de Bangui équipés en mobilier, matériel bureautique et moyen de mobilité leur rendant une fonctionnalité minimale</b>				
<b>Produit 2.1</b> Tous les commissariats et brigades de Bangui équipés en mobilier, matériel bureautique et moyen de mobilité leur rendant une fonctionnalité minimale	<b>Appui Police et Gendarmerie</b> : Dotation en mobiliers, matériels informatiques et moyens roulants			La dotation en mobiliers et matériels a été effective dans l'ensemble des commissariats et brigades réhabilités à l'exception des commissariats des 3 <sup>ème</sup> et 5 <sup>ème</sup> pour lesquels le matériel informatique n'a pas été remis pour des raisons de déficit de sécurisation du local par les autorités nationales. Ceux du commissariat du 7 <sup>ème</sup> sont mis en standbye en attendant sa réhabilitation
<b>Résultat 3 : Les populations des huit (08) arrondissements de Bangui sensibilisées au redéploiement de la Police et de la Gendarmerie et à leurs missions de maintien de l'ordre et de protection des citoyens</b>				
<b>Produit 3.1</b> Les populations des huit arrondissements sensibilisées, les spots radio diffusés et les cérémonies d'inauguration organisées	<b>Appui Police et Gendarmerie</b> : Sensibilisation des populations des huit arrondissements			Activités réalisées par le BINUCA
Total			245 228 USD	

NB : Ce montant représente le reliquat du budget du projet au 31 décembre 2015 qui s'élève à 245.228 \$ et qui prend en compte les travaux résiduels et de réhabilitation du commissariat de police du 7ème arrondissement, de MPoko Bac ainsi que la formation en informatique des policiers et gendarmes.

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL  
FORMULAIRE 2.3

Tableau 2 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO<sup>4</sup>

PROJET DE BUDGET PBF – RUNO 1 (rajouter un tableau par RUNO supplémentaire)				
Catégories de dépense	Budget d'origine PNUD en USD	Budget (BINUCA) en USD	Augmentation / diminution proposée	Nouveau budget proposé en USD
1. Personnel et autres employés	76,041		0	76,041
2. Fournitures, produits de base, matériels	28,800	21,500	0	50,300
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	920,000		0	920,000
4. Services contractuels	1,215,800		0	1,215,800
5. Frais de déplacement	-			-
6. Transferts et subventions aux homologues	-			-
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	49,642		0	49,642
<b>Sous-total</b>	<b>2,290,283</b>	<b>21,500</b>	<b>0</b>	<b>2,311,783</b>
8. Coûts indirects*	184,935		0	184,935
<b>TOTAL</b>	<b>2,475,218</b>	<b>21,500</b>	<b>0</b>	<b>2,496,718</b>

\* Le taux ne doit pas dépasser 7% du total des catégories 1 à 7, tel que spécifié dans le Mémoire d'accord du Fonds, et doit être conforme aux règles et procédures de chaque RUNO. On notera que les coûts directs induits par l'Agence exécutant le projet doivent être comptabilisés dans la rubrique budgétaire correspondante, conformément aux règlements, règles et procédures de l'Agence en question.

<sup>4</sup> Comme il s'agit d'une demande de prolongation sans impact sur le coût global, le sous-total et le total du budget doivent demeurer identiques à ceux indiqués dans le descriptif de projet d'origine approuvé.

